



Bruxelles, le 22 novembre 2019
(OR. en)

14303/19

SAN 473
SOC 757
ECOFIN 1053
COMPET 754

NOTE

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Préparation de la session du Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs" du 9 décembre 2019 Économie du bien-être: investir dans la santé, sa composante essentielle - Prochaines étapes - <i>Débat d'orientation</i>

Les délégations trouveront en annexe une note de la présidence. Cette note est destinée à servir de base pour le débat d'orientation sur le thème "Économie du bien-être: investir dans la santé, sa composante essentielle - Prochaines étapes" qui se tiendra lors de la session du Conseil (EPSCO) prévue le 9 décembre 2019.

Économie du bien-être: investir dans la santé, sa composante essentielle - Prochaines étapes

Le 24 octobre 2019, le Conseil de l'Union européenne a adopté des conclusions¹ sur l'économie du bien-être en tant que **nouvelle approche horizontale de la prise de décision politique, de la définition des priorités et de la gouvernance.**

Les conclusions soulignent que **l'économie du bien-être place les personnes et leur bien-être au centre de l'élaboration de politiques et de la prise de décision et considère que le bien-être des personnes et une croissance économique durable** sont des facteurs se renforçant mutuellement et non des objectifs contradictoires. En particulier, l'économie du bien-être suppose une collaboration transversale entre différents domaines d'action tels que la santé, la protection sociale, l'emploi, l'égalité entre les femmes et les hommes, la compétitivité, l'environnement et l'éducation.

La santé constitue un facteur déterminant essentiel et une composante fondamentale du bien-être. L'incidence positive d'un meilleur état de santé sur d'autres aspects qui contribuent au bien-être humain – tels que le niveau d'éducation atteint et la participation au marché du travail – ainsi que sur les économies potentielles qui en découlent pour la société va bien au-delà de ses effets sur la croissance du produit intérieur brut. À l'inverse, un mauvais état de santé fait peser une lourde charge sur la société et les finances publiques, qui vient s'ajouter à son bilan humain. Sur le plan économique, pour accroître le bien-être il est plus efficace de mener des actions de **prévention et de promotion dans le domaine de la santé** que de soigner les maladies lorsqu'elles apparaissent.

La mise en œuvre de l'économie du bien-être repose sur une croissance durable en tant que préalable pour améliorer le bien-être des personnes qui, à son tour, est une condition essentielle à une croissance durable. Ces politiques doivent s'appuyer sur une recherche et une innovation fondées sur les données. L'Union européenne dispose d'instruments, tels que le programme "Horizon Europe", pour renforcer la base de connaissances en vue de promouvoir le bien-être.

¹ Conclusions du Conseil sur l'économie du bien-être adoptées le 24 octobre 2019 (document 13432/19).

L'économie du bien-être est fondée sur des valeurs européennes fondamentales, telles que la solidarité, le respect des droits de l'homme, la protection sociale, l'accès universel aux soins, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'accès à l'éducation et des conditions de travail sûres. La garantie du respect de la dignité humaine et la promotion du bien-être des peuples comptent parmi les objectifs fondamentaux de l'UE consacrés par le traité sur l'Union européenne (articles 2 et 3).

Les conclusions du Conseil abordent plusieurs sujets importants étroitement liés à la politique de la santé. Dans ce contexte, la présidence souhaite mettre l'accent en particulier sur la santé mentale, le vieillissement en bonne santé et la transformation numérique des services sociaux et de santé.

Santé et santé mentale vont de pair. La santé mentale est l'une des conditions fondamentales du bien-être. Les actions systématiques et axées sur les résultats permettant de faire face à la charge représentée par les problèmes de santé mentale aux niveaux national et de l'UE englobent la prévention, la détection précoce et le traitement des difficultés d'apprentissage et des troubles de la santé mentale, la mise en œuvre des bonnes pratiques pour lutter contre les risques psychosociaux au travail, ainsi que l'amélioration de la coopération entre les différents domaines d'action. Ces actions sont susceptibles d'avoir une incidence positive considérable sur le marché du travail et sur l'économie.

Afin de parvenir à une bonne santé mentale et au bien-être pour l'ensemble de la population, il n'est pas suffisant de se concentrer uniquement sur le traitement des troubles mentaux, mais il est également important de promouvoir activement le bien-être mental au travail, dans l'enseignement scolaire et préscolaire et dans toutes les communautés.

Une bonne santé mentale améliore la qualité de vie des citoyens à tout âge. Chaque âge de la vie présente des facteurs qui conditionnent positivement ou négativement la santé mentale. Toutefois, tout au long de la vie, une bonne santé mentale et le développement de compétences en matière de santé mentale renforcent la résilience et l'adaptation au rythme croissant des changements affectant le travail et la vie quotidienne, ainsi qu'à la complexité des modèles de travail.

De nombreux progrès ont été accomplis depuis 1999, lorsque la santé mentale a été insérée pour la première fois dans la stratégie de l'UE en matière de santé². Malgré les progrès résultant, entre autres, de la mise en œuvre du Pacte européen pour la santé mentale et le bien-être³, la santé mentale devient l'un des enjeux majeurs de la santé du 21^e siècle, tant au niveau européen qu'au niveau mondial. Les changements caractérisant la vie professionnelle en ce qui concerne le contenu du travail, les modes de travail et les relations entre les employeurs et les travailleurs intensifieront cette tendance, en fixant des exigences spécifiques en matière de compétences sociales, émotionnelles et cognitives. À cause de ces changements, le capital humain organisationnel devient de plus en plus important sur le marché du travail, et la bonne santé mentale en est à la base.

Les conclusions du Conseil sur l'économie du bien-être attirent l'attention sur la nécessité de promouvoir une bonne santé mentale et de faire progresser la prévention, le diagnostic précoce, le traitement et la déstigmatisation des troubles mentaux. Les priorités stratégiques pourraient englober des mesures contribuant à promouvoir la santé mentale, telles que l'élaboration de programmes de diagnostic et de soutien plus systématiques, la promotion de la non-discrimination au travail et dans l'enseignement, et la réduction du stress sur le lieu de travail. Ces mesures amélioreraient la vie de millions d'Européens et contribueraient à de meilleures conditions de travail et, partant, à une économie plus forte.

Une stratégie globale et intersectorielle de l'UE sur la santé mentale contribuera à orienter les politiques et les actions à long terme sur la base des travaux de recherche et des analyses d'impact.

Définir la décennie du vieillissement en bonne santé. La longévité découle en grande partie de la réussite du modèle social européen: de nombreuses maladies ont été vaincues et la protection sociale a réduit la pauvreté et les inégalités. Le vieillissement de la population est une conséquence de ce succès et est lié à d'autres changements démographiques.

² Résolution du Conseil, du 18 novembre 1999, concernant la promotion de la santé mentale, JO C 86 du 24.3.2000, p. 1.

³ Pacte européen pour la santé mentale et le bien-être, 2008, https://ec.europa.eu/health/ph_determinants/life_style/mental/docs/pact_fr.pdf